

L'appel au secours du commandant des Casques bleus à Kigali. Rwanda: « Si les renforts n'arrivent pas...» par le général Roméo Dallaire

Jean-Paul Mari

Le Nouvel Observateur, 23 juin 1994

« Nous ne sommes que cinq cents. Sur les treize transports de troupes blindés dont je dispose, dix sont en panne. Et les massacres continuent »

Roméo Dallaire. Ici la situation ne s'apaise pas. Bien au contraire. Les deux parties discutent les conditions d'un cessez-le-feu, mais sur le terrain les combats continuent. Les groupes de miliciens, responsables des tueries, sont de nouveau très actifs, notamment à Kigali et à Gitarama. On continue à voir enlever et tuer des gens.

Le Nouvel Observateur. Sur le plan militaire, l'offensive du FPR (Front patriotique rwandais) continue ?

R. Dallaire. Oui. A Kigali les combats sont parfois très violents. Les

forces du FPR continuent à manœuvrer dans les entrailles de la ville, quartier par quartier, mais les forces gouvernementales montrent toujours de la détermination à tenir certaines garnisons. En dehors de la ville, Gitarama est tombé aux mains du FPR qui continue son offensive vers l'est du pays et, semble-t-il, vers le sud. Le territoire est partagé : 60% pour le FPR, 40% pour les forces gouvernementales.

N. O. Dans tout le pays, il y a des civils pris dans la tourmente. Combien sont-ils ? Où sont-ils ?

R. Dallaire. Cela concerne environ 2 millions de personnes, Tutsis et Hutus. Ils sont 500 000 en zone FPR et plus de 1 million en zone gouvernementale, dans le sud et l'ouest du pays. A Kigali, cela concerne, de

part et d'autre du front qui traverse la ville, environ de 20 000 à 30 000 personnes.

N. O. Il y a quelques jours, des miliciens hutus ont forcé la porte de l'orphelinat de la paroisse Saint-André et massacré 170 personnes, dont beaucoup d'enfants. Combien de personnes sont-elles piégées, en danger de mort, en ce moment du côté des gouvernementaux et des milices ?

R. Dallaire. Ils sont de 5 000 à 6 000 dans plusieurs endroits de la ville où nous avons nos hommes à côté des soldats gouvernementaux. A l'hôtel des Mille Collines, il y a 600 personnes. Des miliciens y ont déjà fait irruption ; ils ont commencé à tirer dans les couloirs et à s'emparer des réfugiés. Il a fallu l'intervention de nos observateurs et du chef de l'état-major de l'armée gouvernementale pour que personne ne soit enlevé ou tué. J'espère que cette nuit nos observateurs et les soldats gouvernementaux vont être capables d'empêcher des tueries. Je l'espère ! Parce qu'en fait, si nous arrivons à être présents de jour dans quatre centres de réfugiés, je suis obligé, la nuit, pour des raisons de sécurité, de regrouper mes hommes à l'hôtel des Mille Collines et de laisser les autres réfugiés sous la protection des gendarmes gouvernementaux.

N. O. Quels sont les moyens, en hommes et en matériel, dont vous disposez aujourd'hui au Rwanda ?

R. Dallaire. J'ai 500 hommes, dont une centaine d'observateurs non armés. Compte tenu du travail d'état-major, il me reste donc deux compagnies à peine sur le terrain. Quant aux treize transports de troupes blindés dont je dispose, dix sont immobilisés à cause de problèmes mécaniques. Et je n'ai pas de pièces de rechange ! D'ailleurs, je n'ai pas de mécaniciens non plus... Jusqu'ici, on a réussi à évacuer 6 000 personnes et à les faire passer dans des zones moins dangereuses.

N. O. Comment se passe votre journée ?

R. Dallaire. Elle a commencé à 3h30 avec les bombardements qui nous ont réveillés, et le travail a débuté à 5h30 : briefing, rapports, préparer les camions, prière à 7 heures, préparatifs de déplacement de réfugiés pour 7h30, incident à l'hôtel des Mille Collines, escorte des intervenants dans la discussion sur le cessez-le-feu à 10 heures, patrouilles, convoi de reconnaissance qui a essuyé des tirs ennemis, camion d'évacuation en panne, envoi d'une deuxième équipe, évacuation d'urgence des blessés vers l'aéroport malgré sa fermeture, escorte de Bernard Kouchner venu ici mener un travail d'aide humanitaire... Il est 22 heures, j'ai une réunion qui m'attend, le travail n'est pas fini.

N. O. Tout cela avec trois blindés et deux compagnies ?

R. Dallaire. Oui. C'est pour cela que j'ai demandé 5 500 hommes et

au moins 50 blindés. Je n'ai ni les hommes ni le matériel pour entrer dans les secteurs où des gens attendent notre protection. J'attends quatre blindés qui doivent arriver. De plus, l'aéroport reste fermé. Pour venir ici du Kenya, il faut passer par l'Ouganda, d'abord en avion, puis en hélicoptère et par la route : une bonne journée de voyage. On se bat avec acharnement pour accomplir notre mission humanitaire et faire avancer le dossier du cessez-le-feu, le travail augmente, les renforts n'arrivent pas et nos ressources diminuent. Pas seulement en matériel. Certains de mes hommes sont là depuis le début de la guerre, et ils n'ont pas pu sortir de Kigali ou prendre vingt-quatre heures de repos.

N. O. Quelles sont vos pertes ?

R. Dallaire. Ce matin encore, une de nos patrouilles a essuyé des tirs meurtriers au nord de Kigali. Avec les pertes d'aujourd'hui, nous en sommes à 13 morts et 9 blessés.

N. O. Voilà plus d'un mois que l'ONU a décidé de vous fournir des renforts. Pourquoi ne sont-ils pas arrivés ?

R. Dallaire. Il serait bon de poser cette question aux pays qui font partie des Nations unies. Où sont les troupes ? Où est le matériel ? Comment puis-je accomplir ma mission ?

N. O. Vous recevez des appels à l'aide ?

R. Dallaire. Oui... Des lettres,

des appels de civils. Parfois on arrive à y aller. Mais il y a eu des cas où les gens qui nous avaient demandé de l'aide ont été plus tard enlevés. Et tués.

N. O. Dans ces cas-là, est-ce que vous ne vous sentez pas gagné par la colère ?

R. Dallaire. Ce n'est pas à moi d'exprimer ce genre d'émotion. Même si je trouve difficile de comprendre pourquoi les pouvoirs décisionnaires de la communauté internationale sont si lents à réagir. Et, une fois qu'ils ont réagi, pourquoi il est si pénible de mettre en place cette force. Je sais que l'acheminement est difficile, l'endroit isolé et loin des ports. Mais ici la situation s'aggrave. Et les renforts sont en retard... En retard.

N. O. La France propose d'intervenir. Qu'en pensez-vous ?

R. Dallaire. Nous sommes en train d'en discuter avec mes supérieurs. Je ne peux rien vous dire de plus.

N. O. Compte tenu de l'état de vos forces, combien de temps pouvez-vous encore tenir ?

R. Dallaire. J'ai hâte de voir des réactions tangibles de la communauté internationale pour apporter la relève dont j'ai besoin. Je les attends. Je reste déterminé à porter secours aux Rwandais qui en ont besoin. Pour lors, ma conviction est que, si j'arrive à sauver ne serait-ce qu'un Rwandais de plus, mon travail mérite d'être

fait. Mais il y en a tellement d'autres hommes, pour aider. Il faut tenir le
qui ont besoin de nous ! Il n'y a rien coup. En attendant.
d'autre à faire que de rester ici, déter- Jean-Paul Mari
miné et têtu, avec le courage de mes Le Nouvel Observateur